



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

BANQUES ET MARCHÉS FINANCIERS

(Direction du Trésor, 1828-1984)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Marchés financiers.....	6
Financement des sociétés.....	16
Établissements de crédit.....	25
Prêts et indemnités aux anciens combattants, victimes de guerre et propriétaires de biens mis sous séquestre.....	26
Planification.....	27

Référence

B-0064802/1 – B-0064918/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Banques et marchés financiers.

Dates extrêmes

1828-1985

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau B1 (marché financier).

Importance matérielle

117 boîtes soit 13,75 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 07/03/1986 portant la référence PH 038/86.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une

fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Présentation du contenu

Ces archives comportent essentiellement des dossiers sur les marchés financiers (suivi des marchés, organisation et fonctionnement de la bourse de Paris et des bourses de province, organisation et réglementation de la profession d'agent de change, gestion des valeurs mobilières, développement et protection de l'épargne), le financement des sociétés (législation, suivi des sociétés cotées en bourse, intéressement des salariés, orientation de l'épargne vers le financement des entreprises) et le suivi des établissements de crédit.

On y trouve également des documents relatifs aux prêts et aides accordés après la Seconde guerre mondiale aux mobilisés, victimes de dommages de guerre, anciens prisonniers, déportés ou réfugiés, ainsi qu'à l'indemnisation des biens et intérêts français mis sous séquestre ou liquidés en Égypte après la nationalisation du canal de Suez en 1956.

Enfin, plusieurs dossiers concernent la préparation des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} Plans et plus particulièrement les travaux de groupes de travail sur les banques, la croissance et les circuits de financement.

Indexation

Financement

Entreprise

Etablissement de crédit

B-0064842/1 – B-0064906/1

Marchés financiers.

1828-1984

B-0064842/1

Emprunts d'État, commission de placement des emprunts, commission du service financier : notes, tableaux.

1937-1971

B-0064842/2

Valeurs mobilières, décret du 11 janvier 1956, portant réforme de la loi de 1872 relative aux titres au porteur perdus ou volés et les textes subséquents : travaux préparatoires (1937-1955) ; protection des titres, problème de la contrefaçon des titres : notes, correspondance, décisions et avis (1959-1973).

1937-1973

B-0064877/1

Impôt sur les opérations de bourse, projet de décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution des art. 30 et 31 de la loi de finances du 28 avril 1893, relatifs au droit de timbre des bordereaux d'opérations de bourse : travaux préparatoires (1893-1897), application (1912-1935) ; augmentation du droit de timbre sur les opérations de bourse : notes, presse, tarif (1906-1913) ; statistiques : états mensuels des recettes (1926-1947).

1893-1947

B-0064878/1

Indexation, clause or des emprunts : notes, correspondance, litiges (1923-1958, 1974) ; nouvelles dispositions législatives concernant les indexations : textes (1955-1959, 1977) ; indexation des dépôts d'épargne : documentation, note pour le ministre (1958, 1973-1977) ; rentes viagères : note pour le ministre, note, proposition de loi, rapports (1954-1975) ; presse (1929-1981).

1923-1977

B-0064878/2

Marché de l'or. - Marché de l'or à Paris : notes, correspondance, note pour le ministre (1942-1968) ; taxation des plus-values sur les transactions en or : notes, correspondance, note pour le ministre (1963-1976) ; mines d'or : notes, note pour le ministre, instruction, presse (1970).

1942-1976

B-0064879/1

Organisation et fonctionnement des bourses de valeurs, loi du 14 février 1942 et décret n°2388 du 3 août 1942 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi : travaux préparatoires (1930-1942) ; ordonnance n° 45-2440 du 18 octobre 1945, validant et modifiant la loi du 14 février 1942 : travaux préparatoires (1942-1945).

1930-1945

B-0064880/1

Problèmes soulevés par la situation actuelle des marchés financiers, évolution du marché depuis la guerre et amélioration à apporter au fonctionnement de la bourse : correspondance, règlements, rapports, propositions, notes, coupures de presse.

1944-1962

B-0064880/2

Radiation des valeurs françaises de la cote officielle : notes, procès verbal, décisions et avis.

1968-1969

B-0064880/3

Évolution des cours des actions : notes pour le ministre, graphiques analytiques, notes, articles de presse.

1977-1984

B-0064881/1, B-0064883/1

Marché de l'argent : notes générales.

1954-1979

B-0064881/1

1954-1969

B-0064883/1

1970-1979

B-0064882/1, B-0064884/1

Évolution du marché financier : notes boursières hebdomadaires et mensuelles, coupures de presse.

1961-1976

B-0064882/1

1961-1971

B-0064884/1

1972-1976

B-0064885/1 - B-0064887/1

Notes hebdomadaires.

1979-1984

B-0064885/1

1979-1981

B-0064886/1

1982

B-0064887/1

1983-1984

B-0064888/1

Bourse de valeurs de Paris, liquidation des positions à terme demeurées en suspens à la bourse de Paris, loi du 30 mars 1941 : travaux préparatoires (1940-1941) ; application de la loi du 30 mars 1941, liquidation du 15 juin 1940 prorogée (1941-1942) ; liquidation d'engagement à terme reporté à la bourse des valeurs, loi du 30 mars 1941 : réclamations individuelles (1938-1947).

1938-1947

B-0064889/1

Liquidation par la coulisse : notes, correspondance (1941-1942) ; avances au Trésor, intérêts à l'avance faite à l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations en vue de la liquidation des positions à terme demeurées en suspens à la bourse de Paris : propositions d'engagement, ordonnance de paiement, correspondance (1941-1946) ; état au 31 janvier des titres : relevés détaillés (1949-1954) ; liquidation des opérations au comptant demeurées en suspens dans les bourses de valeurs à parquet, loi n° 446 du 20 juillet 1943 : travaux préparatoires, application (1943-1944). ; coulisse : à la bourse, marché où se traitaient autrefois les valeurs cotées par les courtiers en valeurs mobilières.

1941-1954

B-0064890/1 – B-0064891/1

Comité d'étude du marché financier et de l'organisation des bourses (« commission Fournier ») chargé d'étudier la réforme de la bourse de Paris.

1958-1962

B-0064890/1

Travaux, comptes rendus de réunions, procès verbaux.

1958-1960

B-0064891/1

Rapport et conclusion du rapport de la commission (février 1961), presse, cours authentique et officiel ; projets de textes : travaux préparatoires.

1960-1962

B-0064892/1

Transfert des valeurs françaises de la cote de Paris aux cotes de province par le comité des bourses de valeurs, liste des valeurs susceptibles d'être transférées et décisions de transfert (1964-1967) ; transfert de valeurs françaises à revenu variable (réexamen de certains cas, 1979).

1964-1979

B-0064893/1

Organisation et fonctionnement des bourses de province, règlement particulier de la compagnie des agents de change (1939-1963) ; contrôle, sanctions prises à l'encontre des agents de change (1953-1963) ; statistiques des tarifs de courtages (1958-1971) ; développement des bourses régionales (1962-1978) : notes pour le ministre, correspondance, tableaux, fiches, notes, rapport, observations, règlement.

1939-1979

B-0064894/1

Réforme des bourses de province à parquet, arrêté du 16 octobre 1943 portant suppression d'offices d'agents de change, proposition de loi n° 10-155 de M. Paul Reynaud, député, tendant à abroger l'art. 25 de la loi du 14 février 1942 validée par l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative à l'organisation et au fonctionnement du marché financier (juin 1948) : notes, notes pour le ministre, exposé des motifs, correspondance, rapports, tableaux.

1940-1950

B-0064895/1

Agents de change, législation et textes, décret du 7 octobre 1890 : travaux préparatoires (1882-1890) ; décret du 29 juin 1898 modifiant le décret du 7 octobre 1890 : travaux préparatoires -1898) ; projets de textes, modifiant le décret du 7 octobre 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art.90 du code de commerce : travaux préparatoires (1890-1960).

1882-1960

B-0064896/1

Courtages, modification des tarifs de courtage à percevoir sur les opérations au comptant par les agents de change de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Toulouse : projets de décret, rapport au ministre, correspondance, procès-verbaux, extrait du registre des délibérations, tableau comparatif des courtages actuels et proposés.

1900-1945

B-0064897/1

Agents de change de Paris, modification et augmentation des tarifs des courtages, projet de loi : travaux préparatoires.

1916-1923

B-0064897/2

Tarif des courtages, décrets du 29 mars 1932, du 30 mars 1934, du 28 mars 1935, du 28 mars 1938, du 26 juillet 1941, du 30 décembre 1942, du 31 décembre 1944, du 31 juillet 1945 et arrêté du 11 mars 1943, fixant le tarif maximum des courtages de la compagnie des agents de change de Paris : travaux préparatoires.

1931-1945

B-0064898/1

Remisiers et gérants de portefeuille, demande d'autorisation de créer un cabinet de remisier "décret-loi du 9 septembre 1939" (1941) ; demande de dérogation, interdiction d'exercer : affaires particulières (1942-1974) ; demande de dérogation à l'interdiction faite aux étrangers d'exercer la profession de remisier (art. 19 ter de la loi du 14 février 1942, modifiée et complétée par l'ordonnance du 18 octobre 1945) : affaires particulières (1955-1975) ; organisation de la profession de remisiers et gérants de portefeuille, loi n° 72-1128 du 21 décembre 1972 et projet de décret d'application : travaux préparatoires (1963-1973).

1941-1975

B-0064898/2

Création d'un "second marché" destiné à faciliter l'accession à la bourse d'entreprises moyennes n'ayant pas les caractéristiques requises pour venir à la cote officielle, élaboration des textes : travaux préparatoires (1977-1982 ; instruction d'application de la décision du 7 septembre 1982 créant le second marché : travaux préparatoires, et problèmes soulevés par la création du second marché (1982-1983) ; introduction des moyennes entreprises sur le second marché : travaux du groupe de travail (1982).

1977-1983

B-0064900/1 – B-0064901/1

Compagnie des agents de change de Lyon.

1871-1968

B-0064900/1

Chambre syndicale, composition : notes, correspondance (1871-1966); règlement particulier (1927-1952) ; candidatures aux fonctions d'agent (1929-1967) ; litiges (1942-1949) ; cote officielle, présentation de la cote au marché à terme : notes, correspondance (1942-1966) ; suppression d'offices : arrêtés (1946-1963) ; courtages : états statistiques (1950-1962) ; bilans financiers : résultats annuels (1962-1968).

1871-1968

B-0064901/1

Contrôle des charges par la Chambre syndicale de Paris : rapports et observations.

1958-1967

B-0064902/1

Compagnie des agents de change de Marseille, règlement particulier : projet et modification apportée (1846-1950) ; nomination des membres de la Chambre syndicale : renouvellement (1872-1966) ; rapport d'activités (1948-1958) ; contrôle des charges par la Chambre syndicale de Paris : rapports et observations (1958-1964).

1846-1973

B-0064903/1 – B-0064904/1

Compagnie des agents de change de Nancy.

1921-1976

B-0064903/1

Création de nouvelles charges d'agents de change : candidatures (1921-1925). Affaires particulières : condamnation d'agent de change (1925-1935), trafic d'or (1925-1938). Chambre syndicale : nomination des membres (1927-1966) ; généralités (1932-1976). Réouverture de la bourse (1939-1946).

1921-1976

B-0064904/1

Règlement particulier (1946-1950) ; cote officielle (1946-1966) ; contrôle des charges par la Chambre syndicale de Paris : rapports, observations et comptes rendus

(1958-1964) ; bilans, comptes d'exploitations générales et comptes de profits et pertes (1962-1967).

1946-1967

B-0064905/1

Compagnie des agents de change de Nantes, règlement particulier : élection des membres de la Chambre syndicale (1868-1966) ; suppression d'offices (1941-1971) ; contrôle des charges par la Chambre syndicale de Paris : rapports (1958-1967) ; cote officielle (1943-1956) ; bilans (1962-1967).

1868-1972

B-0064906/1

Compagnie des agents de change de Toulouse, règlement particulier (1852-1953) ; Chambre syndicale : renouvellement annuel des membres (1921-1966) ; relevés des valeurs cotées à la bourse (1945-1966) ; suppression des offices d'agents de change et de la bourse de Toulouse (1959-1967) ; candidature à l'examen professionnelle (1964-1965) ; examen des valeurs, actuellement inscrites à la cote officiel de la bourse de Toulouse, en vue soit de leur transfert à une autre cote, soit de leur radiation (suite à la suppression de la bourse de Toulouse, 1966-1967).

1852-1967

B-0064899/1

Organisation. - Compagnie des agents de change de Lille, projet de règlement modifié : suppression d'office, candidature à l'examen professionnelle (1828-1966) ; demande d'homologation (1891-1950) ; nomination des membres de la Chambre syndicale : extrait du procès verbal de l'Assemblée générale (1921-1967) ; admission des valeurs mobilières à la cote officielle (1941-1966) ; contrôle par la Chambre syndicale des charges : rapports et observations (1958-1960) ; bilans et comptes d'exploitation (1961-1968) ; affaires concernant la Chambre syndicale de Lille (1966-1973).

1828-1973

B-0064843/1

Prescription quinquennale des coupons de valeurs mobilières, application et suspension pendant la période de guerre : correspondance de particuliers, notes et textes.

1940-1951

B-0064843/2

Contrôle des émissions des valeurs mobilières, restriction du droit d'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités, application de la loi n° 3304 du 6 août 1941, art.1er : tableau des demandes d'augmentation de capital et d'émission d'obligations soumises à autorisation.

1941-1947

B-0064843/3

Régime des valeurs mobilières en Afrique du Nord, estampillage des titres français en Afrique du Nord et en Afrique occidentale française, application de l'ordonnance du 17 juillet 1944 sur le dépôt ou estampillage des titres aux porteurs détenus en Algérie : correspondance, instructions, notes (1943-1947) ; commission de cotation de valeurs mobilières d'Alger, activité : notes, textes, correspondance (1943-1951) ; projet de loi, tendant à appliquer en Algérie les lois des 28 février 1941 et 3 février 1943 et des textes subséquents relatifs à la forme et à la négociation des actions : travaux préparatoires (1945-1952).

1943-1952

B-0064844/1

Cession des valeurs mobilières, législation et réglementation : notes, correspondance, textes, notes pour le ministre.

1941-1976

B-0064844/2

Actions, émissions et caractéristiques, action de capital et de trésorerie : notes, textes.

1947-1976

B-0064845/1

Émissions d'actions et d'obligations, application de l'art. 82 de la loi du 23 décembre 1946 : demandes d'autorisation formulées par les sociétés (1947-1968) ; autorisation à l'émission d'emprunts obligataires : correspondance des banques (1979).

1947-1979

B-0064846/1

Valeurs mobilières, décret n° 48-1683 du 30 octobre 1948 modifiant la loi du 24 juillet 1867 sur la législation des sociétés et fixant certaines caractéristiques des valeurs mobilières : travaux préparatoires (1947-1948) ; application et modifications: notes, textes, rapports, correspondance (1948-1983).

1947-1983

B-0064846/2

Obligations, caractéristiques (1948-1956) ; obligations échangeables contre actions (1964-1971) ; obligations à taux variable (1974-1978) : notes, opérations réalisées, textes, rapports, projets de loi, tableaux.

1948-1978

B-0064847/1

Fonctionnement du marché obligataire, études et réflexions, taux d'intérêt : rapports, notes, statistiques.

1956-1982

B-0064848/1 – B-0064850/1

Démarchage en vue d'opérations sur les valeurs mobilières - plans d'épargne – SICAV.

1967-1980

B-0064848/1

Loi n° 72-6 du 3 janvier 1972 relative au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance : travaux préparatoires (1967-1972) ; application de la loi n° 72-6 du 3 janvier 1972, décret n° 72-781 du 22 août 1972 relatif au démarchage financier : notes, instructions, textes, rapport, correspondance (1972-1973).

1967-1973

B-0064849/1

Activités des réseaux de démarchage de plans d'épargne en valeurs mobilières : statistiques (1972-1977) ; démarchage en France de la société internationale Interstate investments, infraction à la réglementation, service juridique de la COB : rapport de police, procès verbaux (1976-1978).

1972-1978

B-0064850/1

Annexes du rapport de la commission chargée de moderniser les méthodes de cotation, d'échange et de conservation des valeurs mobilières - tome 1 et 2 (mars - juillet 1980).

1980

B-0064850/3

Fiscalité des sociétés, comité spécialisé pour l'application des dispositions des décrets du 29 août 1957, du 22 avril 1960 et de la loi du 28 décembre 1959 : comptes rendus de réunion. ; Ce comité dépend du commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.

1962-1965

B-0064851/1

Modernisation et simplification du régime des valeurs mobilières, loi de finances pour 1982 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983 : travaux préparatoires.

1980-1985

B-0064852/1

Commission des valeurs mobilières : procès verbaux de séances. ; documents émanant de la DGI, service de la législation.

1964-1966

B-0064852/2

Obligations, obligations convertibles à tout moment : notes, opérations réalisées, textes, rapports, projets de loi, tableaux.

1964-1975

B-0064853/1, B-0064853/2

Régime fiscal des valeurs mobilières.

1946-1979

B-0064853/1

Modification du code fiscal : travaux.

1946-1966

B-0064853/2

Loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 : travaux préparatoires et application (1959-1960) ; loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 : travaux préparatoires et application (1964-1979).

1959-1979

B-0064854/1 - B-0064854/2

Déclaration fiscale des revenus de valeurs mobilières.

1947-1978

B-0064854/1

Obligations des banques : relevés de coupons, instructions, notes, correspondance.

1947-1977

B-0064854/2

Loi de finances pour 1965, application (1959-1966) ; presse et documentation (1974-1978) : correspondance, décisions et avis, notes, rapport, presse, instruction, tableaux.

1959-1978

B-0064855/1

Liquidation des opérations de la caisse centrale de dépôts et de virements de titres (C.C.D.V.T), décret n° 49-1105 du 4 août 1949 ; absorption à titre de fusion des biens droits et obligations, actifs et passifs de la C.C.D.V.T. par la société professionnelle pour la compensation des valeurs mobilières (SICOVAM) arrêté du 6 février 1950 : arrêté de liquidation, règlement général de la SICOVAM, notes, notes pour le ministre (1942-1950) ; décret n° 58-1152 du 25 novembre 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'art. 9 de la loi n° 57-888 du 2 août 1957 aux sociétés ayant leur siège en France, en Algérie, dans les DOM ou TOM : travaux préparatoires (1956-1958), application (1959-1965).

1942-1965

B-0064855/2 – B-0064858/1

Société interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières (SICOVAM).

1943-1985

B-0064855/2

Mise en route, après la liquidation de la C.C.D.V.T., évolution depuis sa création le 30 décembre 1949 : historique ; règlement général : modification et approbation du règlement de la société (1949-1983).

1943-1983

B-0064856/1

Statuts, augmentation de capital et modification du statuts de la société (1949-1980) ; assemblée générale (1951-1954, 1957-1958, 1961-1964, 1971-1973, 1977-1978, 1981) ; rapport statistique sur l'activité (1982-1983).

1949-1983

B-0064856/2

Régime des valeurs mobilières, décrets n° 57-1267 du 13 décembre 1957, 69-549 du 3 juin 1969 et 71-215 d 18 mars 1971 modifiant et complétant le décret n° 49-1105 du 4 août 1949 : travaux préparatoires.

1950-1971

B-0064857/1

Commission "Trocmé", étude sur le problème de la fongibilité des titres obligataires, décret n° 77-971 du 22 août 1977 modifiant et complétant le décret n° 49-1105 du 4 août 1949 : travaux préparatoires.

1974-1978

B-0064857/2 – B-0064858/1

Habilitation auprès de la SICOVAM, prévu par l'art. 94-11 de la loi de finances pour 1982 pour tenir compte des titres.

1984-1985

B-0064857/2

Crédit mutuel, CNCA - CRCAM, Caisses d'épargne, crédit coopératif, banques populaires : correspondance.

1984

B-0064858/1

Banques non adhérentes, banques adhérentes, établissements financiers, agents de change : correspondance.

1984-1985

B-0064859/1

Rentes de l'Etat, transfert de garantie, conversion : notes, instructions, affaires particulières (1937-1964) ; anonymat et incessibilité : notes, circulaire (1925-1965).

1925-1965

B-0064859/2

Rentes viagères, problème de la revalorisation : travaux du groupe de travail, rapport.

1974-1978

B-0064860/1

Régime des titres nominatifs, simplification, législation : textes (1928-1936) ; réforme de 1934 et 1935, commission de simplification du régime des titres nominatifs : procès-verbaux des séances, rapport (1934-1935).

1928-1936

B-0064861/1

Commission pour la protection de l'épargne, sous-commission "actions à vote privilégié" : travaux et rapport (1928-1929) ; sous-commission "actions à vote plural" : presse, notes et correspondance (1928-1931).

1928-1931

B-0064861/2

Actions à vote plural, avant projet de loi : travaux préparatoires.

1954-1966

B-0064862/1 – B-0064865/2, B-0064868/1

Épargne.

1961-1982

B-0064862/1

Financement des objectifs économiques et sociaux, examen par le groupe de travail du comité Lorain des problèmes à régler dans l'éventualité d'une intervention des banques sur le marché des obligations : projet d'avant - projet fiscal (15-12-62), projet du rapport fiscal (28-1-63), rapport Lorrain (mai 1963), notes.

1961-1965

B-0064862/2

Plans d'épargne croissance - développement, institution d'un régime plan épargne - croissance : notes pour le ministre, notes (1975-1981) ; plans d'épargne à long terme : note pour le ministre, notes, statistiques 1976, 1977, 1979, 1980 (1966-1981).

1966-1981

B-0064863/1

Commission d'étude des méthodes de placement et de gestion des obligations (commission Leca), orientation des travaux de la commission de réforme des techniques de placement et de gestion des obligations : composition et préparation des thèmes d'études des différents groupe de travail, comptes rendus de réunion des groupes, exemples étrangers, notes pour le directeur, rapports, notes, documents de travail.

1963-1967

B-0064864/1

Commission d'étude sur le marché des actions (commission Baumgartner), programme et organisation des travaux : travaux préparatoires (mars - juillet 1971), rapport présenté au ministre de l'économie et des finances par la commission (juin 1971).

1971

B-0064865/1

Projets de livrets d'épargne entreprises, plans épargne entreprise, institution : notes, propositions du trésor, note pour le ministre, fiches, observation du trésor, correspondance (1975-1984) ; projet de création d'un plan épargne pour les professions libérales : installation de jeunes avocats (1982).

1975-1984

B-0064865/2

Commission concernant des propositions pour des réformes du système financier, décentralisation et réforme des circuits bancaires : rapport Mayoux, suites à donner au rapport, observations du bureau b1, notes pour le ministre.

1976-1979

B-0064868/1

Commission d'étude pour le développement et la protection de l'épargne (commission Dautresme). - Travaux et mise en œuvre des conclusions : résumé du rapport, liste des mesures recommandées par la commission, observations de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et résumé des propositions du rapport Dautresme concernant le financement des entreprises (1982). Revue de presse sur l'épargne (26 août-31 août 1982).

1982

B-0064869/1 – B-0064872/1

Fonds communs de placement.

1941-1980

B-0064869/1

Loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 relative aux fonds commun de placement : travaux préparatoires.

1941-1979

B-0064870/1

Législation et exemples étrangers, Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, Grande Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse : notes des conseillers financiers, coupures de presse, documentation.

1955-1974

B-0064871/1

Placement en France de parts de fonds communs de placement étrangers (décret n° 57-716 du 26 juin 1957, n° 57-1341 et n° 57-1342 du 28 décembre 1957), réglementation concernant l'émission et l'introduction en France de parts de fonds communs de placement (décret n° 59-789 du 24 juin 1959), loi n° 60-1204 du 17 novembre 1960 sanctionnant les infractions à la réglementation : travaux préparatoires.

1956-1976

B-0064871/2

Fonds commun de placement créés à l'étranger, régime fiscal applicable, en fonction des conventions internationales passées en vue d'éviter les doubles impositions (1962) ; dispositions fiscales en France (1979-1980) : correspondance, notes, instructions, textes, rapport, remarques.

1962-1980

B-0064872/1

Décret n° 79-835 du 27 septembre 1979 fixant les conditions d'application de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 : travaux préparatoires (1979) ; arrêté du 27 novembre 1979 portant application de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 et du décret n° 79-835 du 27 septembre 1979 sur les fonds commun de placement (1979).

1979

B-0064873/1 – B-0064874/1

Imposition des plus-values, commission Monguilan : travaux préparatoires.

1973-1976

B-0064873/1

1973-1975

B-0064874/1

1975-1976

B-0064875/1

Plus-values, loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité : travaux préparatoires ; application : instruction du 30 décembre 1976 (BO de la DGI n° 239 du 30-12 1976).

1976

B-0064876/1

Plus-values, loi n° 78-688 du 5 juillet 1978 abrogeant la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 dans toutes ses dispositions concernant les valeurs mobilières et les droits sociaux : travaux préparatoires.

1977-1978

B-0064802/1 – B-0064841/2, B-0064910/1

Financement des sociétés.

1924-1984

B-0064802/1

Effets de commerce, acceptation obligatoire des traites, lettres de change et chèques, décret-loi du 30 octobre 1935, décret-loi du 2 mai 1938 relatif au crédit: travaux préparatoires (1925-1938), vœux des Chambres de commerce et divers correspondants (1936-1939), application du décret-loi du 2 mai 1938 (1938-1939); forclusion en matière civile, commerciale et administrative et au délai de présentation et de protêt des effets de commerce : projet de décret relatif à l'extension en Algérie de la loi du 29 octobre 1940 (1941-1942) ; domiciliation obligatoire des lettres de change et billets à ordre, loi n°47-1702 du 4 septembre 1947 : travaux préparatoires (1945-1947), application, protestations et réclamations (1945-1948) ; difficultés soulevées par la domiciliation des traites, abrogation de loi n°47-1702 du 4 septembre 1947 par la loi n°49-966 du 20 juillet 1949 : travaux préparatoires (1948-1949), application (1949-1957) ; chèques (1951-1956).

1925-1956

B-0064803/1

Commissaires aux comptes, situation, rôle, responsabilité pénale, fonctionnement de la commission supérieure : pourvois, notes, correspondance, textes (1936-1976) ; statut professionnel, projet de décret portant règlement d'administration publique pour l'application de l'art.219 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et relatif au statut professionnel des commissaires aux comptes des sociétés : travaux préparatoires (1968-1969) ; rémunération, application du barème des honoraires, difficultés rencontrées (1938-1976) ; Association nationale des commissaires aux comptes "A.N.A.C.A.C.I." : bulletins - contrôle et sociétés, statuts (1966-1970).

1936-1976

B-0064804/1

Opérations particulières des sociétés, participations réciproques des sociétés, application de l'art.8 de la loi du 4 mars 1943, art.32 de la loi du 5 juillet 1949 et art.55 de la loi n°51-592 du 24 mai 1951 (1949-1977) ; régime fiscal des sociétés mères et filiales, décrets n°57-925 du 14 août 1957, n°65-1096 du 15 décembre 1965 et loi n°71-1025 du 24 décembre 1971 (1957-1972) ; projet de loi sur le contrôle des sociétés commerciales et la publicité de leurs participations, loi n°81-1162 du 30 décembre 1981 modifiant la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 : travaux préparatoires, application (1977-1984).

1949-1984

B-0064805/1 - B-0064812/1

Réforme du code des sociétés.

1958-1965

B-0064805/1 - B-0064806/1

Élaboration de l'avant-projet de loi : travaux préparatoires.

1958-1965

B-0064805/1

1958-1960

B-0064806/1

1961-1965

B-0064807/1

Commission Pleven, examen du projet de loi portant réforme du droit des sociétés : texte de base avant remaniement par la commission.

1960

B-0064808/1 - B-0064810/1

Modifications au projet apportées par la commission : travaux préparatoires

1961-1962

B-0064808/1

Janvier - octobre 1961

B-0064809/1

Novembre - décembre 1961

B-0064810/1

1962

B-0064811/1

Rapport de la commission (janvier 1962), notes, notes pour le ministre.

1962

B-0064812/1

Code des sociétés par actions, projet : travaux préparatoires.

1934-1946

B-0064812/2

Code administratif du commerce et de l'industrie, projet : travaux préparatoires.

1935-1959

B-0064813/1

Loi n°66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, travaux préparatoires et application, presse (1945-1972) ; loi n°69-12 du 6 janvier 1969 modifiant et décret n°69-1226 du 24 décembre 1969 : travaux préparatoires (1967-1969).

1945-1972

B-0064814/1

Projets de textes tendant à compléter et modifier les dispositions de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

1969-1978

B-0064815/1

Loi comptable et décret, mise en harmonisation des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IV^{ème} directive européenne, loi n°83-353 du 30 avril 1983 et décret d'application n°83-1020 du 29 novembre 1983 : travaux préparatoires et élaboration.

1980-1983

B-0064816/1

Absorption par la compagnie générale de télégraphie sans fil, en 1964, de la société auxiliaire du Finistère (1962-1964) ; en 1957, de la société française radio-électrique (1945-1963) ; en 1950, de la société indépendante de télégraphie sans fil (1947-1950) ; en 1959, de la société Radio-France (1950-1960) ; en 1957, de la société Sadir-Carpentier (1948-1958), demande autorisation de procéder à l'inscription à la côte, d'émettre un emprunt, à l'augmentation de capital avant leur fusion : correspondance, activité de la société, bilans, rapport du conseil d'administration, décisions et avis, questionnaire, statuts.

1945-1964

B-0064816/2

Absorption par les établissements Kuhlmann, en 1965, de la compagnie bordelaise des produits chimiques (1947-1965) ; en 1962, de la compagnie française des matières colorantes (1941-1964) ; en 1957, de la société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis (1947-1958) ; en 1962, de la société normande d'énergie et de vapeur (1949) ; en 1960, de la société des produits chimiques Coignet (1946-1962), demande autorisation de procéder à l'augmentation de capital, d'effectuer le retrait des actions à la CCDVT, à l'inscription à la côte des courtiers, à l'émission d'un

emprunt obligataire avant la fusion : correspondance, statuts, notes, avis, situations, décisions et avis, rapport du conseil d'administration, compte rendu des opérations.

1941-1965

B-0064817/1

Rachat par l'État des actions de la société anonyme des moteurs Gnome et Rhône (nationalisée en vertu de l'ordonnance du 29 mai 1945), indemnisation des anciens actionnaires de la société : notes, correspondance, rapport au ministre, réclamations (1938, 1946-1953).

1938-1953

B0064817/2

Absorption par la société Celtex, en 1961, des établissements Maréchal (1946-1956) ; en 1952, de la société anonyme Givet-Izieux (1947-1955) ; de la société la fibranne de Bezons (1951) ; de la société de la filatures de rayonne (1948-1951) ; de la société française de Tubize (1951-1953) ; de la société générale de textiles artificiels (1948-1951) ; de la société nationale de la viscose (1946-1955) ; en 1961, de la société de participation de rayonne (1942-1961) ; en 1959, de la société de la viscose française (1947-1961) ; en 1959, de la société des textiles artificiels du Centre (1951), demande d'autorisation de procéder à l'augmentation de capital, à l'émission d'un emprunt, à l'opération de regroupement d'action avant la fusion : correspondance, situation, notes, décisions et avis, procès verbal.

1942-1961

B-0064818/1

Absorption par la société Hotchkiss - Brandt, en 1957, des établissements Edgar Brandt (1947-1958) ; en 1954, de la société des automobiles Delahaye (1947-1959) ; en 1961, de la société bourdonnaise et havraise de participations (1951-1961) ; en 1964, de la société générale d'appareillage électrique (1953-1959) ; de la société Surmelec (1958-1965), demande autorisation de procéder à l'augmentation de capital, à l'inscription à la côte des courtiers avant leur fusion : correspondance, décisions et avis, notes, questionnaires, avis, rapport du conseil d'administration, rapport des commissaires aux comptes, procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire, statuts.

1947-1965

B-0064818/2

Absorption par la société de Pennarroya, en 1959, de la compagnie minière de M'Zaïta (1929-1960) ; en 1948/1949, des exploitations minières en Tunisie (1946-1953) ; en 1959, de la société des fonderies et laminoirs de Paris, Rouelles et Harfleur (1949) ; de la société des mines des Malines (1947-1949) ; de la société des mines de la plagne (1948-1952) ; de la société des mines et usines de Peyrebrune (1958) ; en 1952, de la société minière, métallurgique et chimique de l'Orb (1948-1953), demande autorisation de procéder à l'inscription à la côte, à l'augmentation de capital avant leur fusion : correspondance, avis, rapport du conseil d'administration, procès verbal, notes, liste, rapport, renseignements généraux, statuts.

1929-1960

B-0064819/1

Absorption par la société Pricel, en 1966, de la société cotonnière H. Geliot (1946-1965) ; de la société Textil (ex Gillet - Thaon) (1942-1966), demande d'autorisation de procéder à l'augmentation de capital, à l'émission d'un emprunt obligataire avant leur fusion : correspondance, décisions et avis, inventaires du portefeuille, procès-verbal, situation de l'entreprise.

1942-1966

B-0064819/2

Absorption par la société Saint-Gobain, en 1958, de la société du verre Triplex (1949-1952) ; en 1960, de la Société anonyme des verreries et manufacture de glaces d'Aniche (1947-1961) ; en 1961, de la Société d'exploitation verrière Beauce - Bourgogne (1946-1960) ; en 1970, de la Société Les Soudières réunis (1970) ; en 1961, de la Société des verreries d'Aupècle (1951-1958) ; de la Société Verreries à bouteilles du Nord (1945-1962) ; de la Société des verreries de Carmaux (1947-1962) ; de la Société des verreries Paul Laurent (1947-1951) ; de la Société verrière de la Brie et du Bugey (1947-1959), demande autorisation de procéder à l'émission d'un emprunt, à l'augmentation de capital avant leur fusion : statuts, correspondance, avis, rapports des commissaires aux comptes, résolutions, bilans, liste, situation de l'entreprise, procès-verbal, décisions et avis.

1946-1970

B-0064820/1 – B-0064825/1

Participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, intéressement des travailleurs.

1967-1979

B-0064820/1

Ordonnances n°67-693 du 17 août 1967 modifiant et complétant la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : travaux préparatoires (mai-août 1967) ; application de l'ordonnance du 17 août 1967 : notes, correspondance, notes pour le ministre, rapport (1968-1978) ; problèmes relatifs à la mise en application de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967 : notes, comptes-rendus, liste de sociétés (1968-1972).

1967-1978

B-0064820/2

Décret n°67-1112 du 19 décembre 1967 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967 : travaux préparatoires (1967) ; application des dispositions de l'art.14 du décret du 19 décembre 1967 fixant les conditions d'application de l'ordonnance du 17 août 1967, modalités de consignation des avoirs des salariés ayant quitté leur activité et introuvables - dépôt de leur dossier à la Caisse des dépôts et consignations : notes, correspondance, instruction (1969-1977).

1967-1979

B-0064820/3

Décret n°68-104 du 31 janvier 1968 fixant le taux de l'intérêt alloué aux comptes courants mentionnés à l'art.11 de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967 et de l'intérêt prévu à l'art.29 du décret n°67-1112 du 19 décembre 1967 fixant les conditions d'application de cette ordonnance : travaux préparatoires.

1967-1968

B-0064821/1

Plans d'épargne d'entreprises (fonds commun de placement), décret n°68-528 du 30 mai 1968 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n°67-694 du 17 août 1967 relatives aux plans d'épargne d'entreprise ; décret n° 69-507 du 31 mai 1969 modifiant et complétant le décret n°67-1112 du 19 décembre 1967 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés et le décret n°68-528 du 30 mai 1968 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n°67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise : travaux préparatoires (1967-1969) ; application : notes, avenant, correspondance, contrat, circulaire, rapport (1968-1979).

1967-1979

B-0064822/1

Modalités de transfert à l'étranger de la participation des salariés, lorsque ceux-ci sont étrangers, circulaire du 19 octobre 1970 : projet, correspondance, notes (1970) ; décret n°70-975 du 21 octobre 1970 fixant les conditions d'application aux ouvriers dockers de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés : travaux préparatoires (1970) ; participation de la COB aux travaux de la Commission interministérielle de l'intéressement des salariés, décret n°71-378 du 18 mai 1971 relatif à la création à l'administration centrale du ministère du Travail, de l'emploi et de la population d'un service interministériel et de la participation : notes, décret, rapport, correspondance (1968-1971).

1968-1971

B-0064822/2

Loi n°73-1197 du 27 décembre 1973 portant modification de l'ordonnance n°59-126 du 7 janvier 1959 tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés, et de l'ordonnance n°67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise : travaux préparatoires.

1973

B-0064822/3

Débloqué anticipé des droits acquis pour faciliter l'accès des salariés à la propriété et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel, décret n°76-1192 du 30 décembre 1976 fixant les conditions d'application de la loi n°76-463 du 31 mai 1976 (loi Dassault) : travaux préparatoires (1975-1976) ; application : notes, circulaire, correspondance (1977).

1975-1977

B-0064822/4

Calcul de la réserve spéciale de participation, problème posés par l'homologation d'accords dérogatoires qui prévoient de calculer la participation des salariés sur la base des dividendes versés aux actionnaires : avis préalables du C.E.R.C., notes, correspondance, avenant.

1974-1976

B-0064823/1

Société coopératives ouvrières de production "S.C.O.P.", décret n°69-107 du 1er février 1969 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967 : travaux préparatoires (1967-1969) ; application: notes, correspondance, observations, accords (1969-1976) ; projet de loi portant rénovation du statut des S.C.O.P. : note pour le ministre, exposé des motifs, note technique (1976).

1967-1976

B-0064823/2

Souscriptions d'actions, projets de textes préparés par le ministre du Travail, de l'emploi et de la population, visant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967, de l'ordonnance n°59-126 du 7 juillet 1959, et de leurs décrets d'application : travaux préparatoires.

1971-1975

B-0064824/1

Régime fiscal des revenus des sommes provenant de l'intéressement des salariés : note pour le ministre, correspondance, avis, notes, instruction.

1969-1971

B-0064824/2

Débloqué anticipé des avoirs acquis au titre de l'intéressement et de la participation, interprétation de l'article L442-7 du code du travail (indisponibilité des droits à

participation des salariés), réaffirmation de la position traditionnelle des ministres au sujet de l'interprétation de l'article L442-17 du code du travail : correspondance, notes, instructions, réclamations.

1973-1979

B-0064824/3

Industries du bâtiment, accord de participation, accord conclu le 2 avril 1974 pour l'application, dans les industries du bâtiment et des travaux publics, de l'ordonnance n°67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises : statut, correspondance, notes, règlement, convention, accord, avenants, note de présentation.

1974-1977

B-0064825/1

Réforme de l'entreprise et amélioration de la participation financière - actionnariat, projet de loi relatif à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises : travaux préparatoires, propositions du comité Sudreau et de la commission Montarnal, conclusions et rapport Sudreau, projets de textes (1975-1979) ; statuts des dirigeants (1976).

1975-1979

B-0064826/1 – B-0064829/1

Actionnariat des salariés dans les entreprises privées.

1968-1983

B-0064826/1

Options de souscription ou d'achat d'options au bénéfice du personnel des sociétés "Stock - options", loi n°70-1322 du 31 décembre 1970 et décret n°71-418 du 7 juin 1971 : travaux préparatoires, application et modification de la loi.

1969-1977

B-0064826/2

Souscription ou acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés : travaux préparatoires (1972-1973) ; application, souscription ou acquisition d'action de la société par leurs salariés, décret n°74-319 du 23 avril 1974 modifiant et complétant le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 : travaux préparatoires (1974) ; difficultés d'application de la loi n° 73-1196 du 23 décembre 1973 et du décret n°74-319 du 23 avril 1974 : notes (1975-1976) ; instruction concernant l'application des dispositions de la loi du 27 décembre 1973 et du décret 1974 sur l'actionnariat des salariés : travaux préparatoires (1974-1977) ; proposition de réforme tendant à améliorer les modalités d'application de la loi n°73-1196 du 27 décembre 1973 : intervention du médiateur (1977-1978) ; notes et documents de presse (1969-1975) ; affaires particulières : Crédit commercial de France (1975-1977), entreprises nationales (1969-1976), société anonyme Matra (1977), société Merlin - Gerin (1973-1977).

1969-1978

B-0064827/1

Société à gestion participative, création, projet de loi : travaux préparatoires (1972-1973) ; sociétés de partenaires, création, examen de la proposition de loi de M. Anquier (député) par le groupe de travail interministériel : travaux préparatoires (1973-1976).

1972-1976

B-0064827/2

Développement de l'actionnariat, distribution d'actions en faveur des salariés à hauteur de 3% du capital, préparation des réunions de travail du comité restreint, du comité interministériel, du forum "les Echos" : travaux (mai - octobre 1978), comptes

rendus et relevés de décisions du secrétariat général du gouvernement (septembre 1978 - novembre 1979).

1978-1980

B-0064828/1 - B-0064829/1

Loi n° 80-834 du 24 octobre 1980 créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales.

1968-1983

B-0064828/1

Travaux préparatoires.

1968-1980

B-0064829/1

Application, décret n°80-935 du 26 novembre 1980 fixant les modalités d'application de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980, arrêté du 6 janvier 1982 fixant le taux d'intérêt alloué à la créance sur l'État dont bénéficient les sociétés industrielles et commerciales qui procèdent à la création d'actions en faveur de leurs salariés en application de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980 : notes pour le ministre, correspondance, avis, instructions, textes, coupures de presse.

1980-1983

B-0064830/1

Financement de la recherche pétrolière par les sociétés de recherche et d'exploitation de pétrole : notes de principe.

1948-1963

B-0064830/2

Émission des certificats pétroliers, loi n° 57-716 du 26 juin 1957 et décret n° 57-1025 du 10 septembre 1957 : travaux préparatoires; application, placements des certificats, émission de nouveaux certificats, évolution des cours : correspondance, textes, spécimens, notes, tableaux, convention, instructions, statistiques, circulaires, avis, coupures de presse.

1956-1982

B-0064831/1

Financement des petites et moyennes entreprises industrielles (PMI), création de sociétés d'investissements en faveur des PMI, le crédit-bail d'action : rapport et annexes de la commission Mialaret concernant la création et la croissance des entreprises, rapport sur le crédit-bail d'actions, dossier préparatoire du comité interministérielle, compte-rendu de réunion, notes, notes pour le ministre, correspondance.

1973-1975

B-0064832/1 – B-0064834/1

Loi n° 78-741 du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises (loi Monory).

1976-1980

B-0064832/1

Travaux préparatoires.

1976-1978

B-0064833/1

Travaux parlementaires (Assemblée nationale, Sénat) : texte de loi et amendements, articles de presse.

1978-1979

B-0064834/1

Promotion des actions auprès du public, déroulement en faveur de l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises, publicité et information consécutives à la loi du 13 juillet 1978 : agence de publicité, télévision, compte rendu de réunion

relative à l'information sur le marché financier : bilan de la campagne 1978, mise en place d'un groupe de travail.

1978-1980

B-0064834/2

Titres ou certificats participatifs, financement de besoins en fonds propres des entreprises publiques : notes (1982) ; groupe de travail (trésor/banques) : travaux et rapport (1982-1983).

1982-1983

B-0064835/1

Placement de fonds des caisses de retraites, réglementation, conditions générales (1957-1984) ; régime des placements de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (A.G.I.R.C.) et de l'Association des régimes de retraite complémentaire (A.R.R.C.O.) et de la Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique (PREFON) (1966-1982) ; textes (1946-1983).

1946-1984

B-0064835/2

Placement de fonds, réglementation des placements des entreprises d'assurance, projet des réformes, décret portant modification de certains articles du code des assurances : travaux préparatoires.

1963-1983

B-0064836/1

Réforme de la réglementation des placements des assurances, décret n° 72-1110 du 6 décembre 1972 modifiant et complétant le décret 30 décembre 1938 (art.153-154) : travaux préparatoires (1966-1972) ; décret n° 74-1084 du 18 décembre 1974 modifiant le décret du 30 décembre 1938, arrêté du 30 juin 1975 : travaux préparatoires (1972-1975).

1966-1975

B-0064836/2

Prêts directs des sociétés d'assurances aux entreprises industrielles et commerciales : notes pour le ministre, correspondance.

1974-1978

B-0064837/1

Forme et négociation des actions, loi du 28 février 1941 : travaux préparatoires (1929-1941) ; application et modifications, textes : travaux préparatoires (mars 1941 - mai 1949).

1929-1949

B-0064837/2

Réglementation des mesures de publicité des émissions financières et des sociétés commerciales, projet de loi modifiant la loi du 30 janvier 1907 : travaux préparatoires.

1929-1972

B-0064838/1

Information des actionnaires et du public, réforme des textes législatifs et réglementaires, projets de texte modifiant et complétant certaines dispositions des lois du 30 janvier 1907, n° 66-537 du 24 juillet 1966 et du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 : comparaison des textes actuels et des textes proposés par la commission des opérations de bourse (COB).

1966-1974

B-0064838/2

Droit préférentiel des actionnaires, décret n° 73-224 du 22 février 1973 modifiant les conditions de la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux

actions nouvelles et aux obligations échangeables : travaux préparatoires (1968-1973) ; application (1974-1980).

1968-1980

B-0064838/3

Création d'obligations assorties de bons de souscription à des actions, loi du 6 janvier 1969, projet de décret modifiant le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales : travaux préparatoires.

1968-1976

B-0064839/1

Société "Investors overseas services" (I.O.S.), demande autorisation de création en France par le groupe I.O.S. d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) : notes, correspondance, aide - mémoire, brochures, activité, coupures de presse.

1959-1974

B-0064839/2

Société les "Mutuals funds", projet de création en France d'un "Mutual fund" par l'Olympic Investment Group : notes, correspondance, activité, brochures, articles de presse.

1962-1973

B-0064840/1

Société NV Internationale Beleggings Unie "INTERUNIE", demande procéder d'introduction sur le marché en France de ses titres, par dérogation à l'interdiction de principe formulée par la loi du 31 mai 1916 modifiée par celle du 31 décembre 1920 : notes, correspondance, notes pour le ministre, comptes rendus de séances.

1962-1969

B-0064840/2

Société United States Trust investment Fund, demande autorisation de participer au placement en France des titres de la société : correspondance, rapports trimestriels et annuels.

1962-1975

B-0064840/3

Société West Rand Consolited Mines, demande autorisation de réintroduction de ses titres sur le marché français : correspondance, extraits de procès verbal, renseignement, rapport et comptes, avis.

1927-1961

B-0064840/4

Société West Rand Investment Trust Limited, demande d'admission à la cote officielle et de négociation à la bourse de Paris des titres de la société : statuts, rapports annuels, avis, correspondance, rapport au ministre.

1957-1967

B-0064841/1

Société immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à capital variable du groupe Pfeiffer, fixation du prix de reprise des actions des deux SICOMI à capital variable du groupe Pfeiffer-COFIPA et Batibail : arrêtés, notice, correspondance, contrats de gestion, compte rendu, note pour le ministre, entretien, notes, coupures de presse.

1970-1976

B-0064841/2

Société immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI), demande d'autorisation de garantie de rachat des actions de la SICOMI, loi n° 72-6 du 3 janvier 1972 relative au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance par les sociétés suivantes : Eurobail, Immofice, Laffite-Bail, SICOMUCIP et UCIP-Bail : notes,

correspondance, notes d'information, protocole garantissant le rachat des actions
Immofoce, texte.

1972-1977

B-0064910/1

Coopératives agricoles, situation juridique des coopératives ou unions de coopératives
agricoles en état de cessation de paiements, projet de loi : travaux préparatoires.

1957-1960

B-0064907/1 – B-0064909/1, B-0064910/2 - B-0064912/2

Établissements de crédit.

1853-1985

B-0064907/1

Banque d'Alsace et de Lorraine, liquidation, renflouement, principes de la liquidation
(1930-1941) ; commission du recensement des créances de l'État (1934-1940) ; rachat
des parts bénéficiaires du Crédit industriel d'Alsace-Lorraine "C.I.A.L." (1936-1942) ;
réorganisation de la liquidation (1941-1942) ; avances du trésor, récupération (1941-
1943) : correspondance, notes, tableaux et bilans, procès verbaux, compte rendu de
séance, rapport.

1930-1943

B-0064907/2

Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel, décret n° 47-1175 du 25 juin
1947 : travaux préparatoires.

1947

B-0064908/1

Caisse nationale de l'énergie (C.N.E), obligations d'indemnisation : C.N.E., EDF-GDF,
E.G.A. (1946-1981) ; simplification de la gestion des titres de la C.N.E. et des
charbonnages de France (1950-1982) ; régime fiscal (1956-1959) ; emprunts (1952-
1985) ; rapports de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion de la C.N.E.
exercices 1974-1977, exercices 1978-1979, conclusion exercices 1974-1979 (1974-
1979); bons à intérêt progressif (1985) : notes, rapports, conclusion, correspondance,
textes, décisions et avis, note d'étude.

1946-1985

B-0064909/1

Caisse nationale de prévoyance (CNP), séances de la commission supérieure : ordre du
jour, documents annexes, procès verbal de la précédente réunion.

1972-1975

B-0064910/2

Crédit agricole, emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat émis par la Caisse
nationale de Crédit agricole "C.N.C.A.", prêts aux agriculteurs et artisans ruraux
prisonniers rapatriés et anciens déportés, consentis en application de l'ordonnance n° 45-
2468 du 20 octobre 1945 : textes et législation, conventions, correspondance, note
(1944-1961) ; attribution de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, loi n° 46-1181
du 24 mai 1946 et convention du 7 octobre 1946 entre l'État et la C.N.C.A. : textes,
notes, convention.

1946-1961

B-0064910/3

Crédit - bail aéronautique, mise en plan d'un système de crédit - bail pour faciliter
l'acquisition d'avions civils français par des compagnies de transport aérien étrangères :
notes pour le directeur, notes pour le ministre, notes, correspondance, coupures de
presse.

1970-1973

B-0064910/4

Crédit foncier de France, statuts et législation, modifications apportées aux statuts : travaux préparatoires (1945-1955). ; organigramme à partir de 1945, date des travaux.
1853-1955

B-0064910/5

Crédit maritime mutuel, répartition entre les caisses régionales d'une avance professionnelle, application de l'art.20 de la loi de finances du 13 août 1947 prévoyant l'intervention de la caisse centrale de crédit coopératif pour le financement des opérations du crédit maritime mutuel : textes, correspondance, note pour le ministre.
1947-1962

B-0064911/1

Crédit différé, réglementation : notes, projet de loi et étude.

1937-1941

B-0064911/2

Sociétés de crédit différé, Caisse des épargnants fonciers : correspondance, extrait de procès-verbaux, notice, règlement, demande d'ouverture de crédit (1937-1940) ; Caisse mutuelle de crédit et d'amortissement "CAMCA" : correspondance, statuts, bilans, photos, liste (1937-1939) ; l'Entraide immobilière : étude, notes (1939-1941) ; l'Essor foncier (ex : la Providence immobilière) : rapport du conseil d'administration, statuts, correspondance, notes (1932-1940) ; l'Union mutuelle immobilière : notes, correspondance, brochure, rapport (1943-1952).

1937-1952

B-0064912/1

Crédit mutuel, décret n° 64-813 du 13 août 1964 relatif au crédit mutuel et modifiant l'art. 5 de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958 : travaux préparatoires.

1959-1964

B-0064912/2

Crédit mutuel du bâtiment, mise en faillite (octobre 1953), procédure de mise en liquidation : débats parlementaires, avis, rapports, notes, correspondance, propositions de résolution, questions orales et écrites, demandes d'interpellation, vœux et réclamations, coupures de presse.

1952-1954

B-0064912/3

UNEDIC - ASSEDIC, régime d'allocations spéciales de chômage aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce, fonctionnement des Assedic et utilisation des fonds de réserve : notes, correspondance, questions écrites, plan comptable, projet de fonctionnement.

1959-1969

B-0069413/1 – B-0064915/2

Prêts et indemnités aux anciens combattants, victimes de guerre et propriétaires de biens mis sous séquestre.

1939-1968

B-0064913/1

Législation de guerre, prorogation des délais (1939-1940) ; situation des mobilisés à l'égard de leurs créanciers : notes, affaires particulières, textes (1939-1940) ; paiement du pécule aux prisonniers de guerre : notes, textes (1953-1955).

1939-1955

B-0064913/2

Législation sur les dommages de guerre, indemnité d'éviction, loi du 26 août 1948 : travaux préparatoires (1947-1948) ; application de la loi, demande d'indemnité,

recouvrement d'un trop perçu : affaires particulières (1948-1968) ; extension à l'Algérie des dispositions de la loi : textes, notes (1949-1953).

1947-1968

B-0064914/1

Prêts aux anciens prisonniers, déportés ou réfugiés, en vue de la remise en activité ou de l'installation d'une petite entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945 : travaux préparatoires (1945) ; application de l'ordonnance du 5 octobre 1945, attribution de prêts ; demandes; financement ; participation des banques populaires au recouvrement ; projets d'extension à l'Algérie et à la France d'outre-mer (1945-1966) : circulaires, note pour le ministre, correspondance, notes, textes.

1945-1966

B-0064914/2

Prêts aux Alsaciens et Lorrains, ordonnance n° 45-1524 du 11 juillet 1945 validant certains actes concernant des avances et autorisant l'octroi de prêts aux industriels, commerçants et artisans alsaciens et lorrains et validant certains actes concernant des avances : correspondance, notes, décision, texte, délibérations des séances plénières.

1945-1956

B-0064915/1

Emprunts auprès des Caisses d'épargne des groupements de sinistrés pour la reconstruction : notes, conventions de prêts.

1950-1958

B-0064915/2

Restitution ou indemnisation des biens et intérêts français mis sous séquestre ou liquidés en Égypte, nationalisation de la Compagnie du canal de Suez, nationalisation des banques, des compagnies d'assurances et des agences commerciales françaises et anglaises installées en Égypte, mainlevée de séquestre de certains avoirs de sociétés anglaises en Égypte : notes, correspondance, coupures de presse, notes pour la direction du Trésor.

1955-1964

B-0069416/1 – B-0065918/1

Planification.

1969-1978

B-0064916/1

VI^{ème} plan, préparation, élaboration 1971, groupe "Monnaie - Prix - Croissance" 1973 (1969-1973) ; groupe "Structures bancaires" décembre 1973 (1971-1973) ; groupe "Finances - Plan" (fin 1973 - début 1974) ; révision, propositions de programmes d'action pour les années 1974-1975-1976 (1974) : travaux préparatoires des différents groupes de travail.

1969-1974

B-0064917/1

VII^{ème} plan, préparation, groupe "financement de la croissance" février 1975 (1974-1975) ; comité de financement "Intergroupe de préparation" septembre - octobre 1975 (1974-1975) ; groupe "Finances Plan" 1975 (1973-1975) ; groupe "Adaptation des circuits de financements" (1977-1978) : travaux préparatoires des différents groupes de travail.

1973-1978

B-0064918/1

VIII^{ème} plan, préparation, groupe "Adaptation des circuits de financement" (groupe Candessus) : travaux préparatoires.

1977-1978